

Afghanistan 2012 : un pays qui prend en main son destin...

OLIVIER DE BAVINCHOVE

Officier français, Olivier de Bavinchove a commandé l'Eurocorps (2011-2013) et est actuellement conseiller défense pour le gouvernement français. Il a été déployé en Afghanistan, d'octobre 2011 au 24 janvier 2013, en tant que chef d'état-major de la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité, ISAF en anglais) et commandant des forces françaises en Afghanistan. Auparavant, il a également occupé le poste de chef d'état-major de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) et de commandant des forces françaises au Liban d'août 2008 à août 2009.

Door zijn geografische ligging en zijn geschiedenis is Afghanistan een bijzonder complex land dat het toneel is van een niet minder complexe missie, waar de actoren voortdurend interageren met een aanzienlijke coalitie van 50 landen onder Amerikaanse leiding. Na meer dan een decennium werd concrete vooruitgang geboekt; maar de situatie is nog verre van ideaal en de resultaten moeten bestendigd worden. Het overgangsproces is ingezet en voor het eerst sinds lange tijd nemen de Afghanen hun lot in eigen handen. De campagne van 2012 toonde bovendien de belangrijke en beslissende rol van de speciale eenheden aan. Na een sprong naar de moderniteit is dit land vandaag aan de betere hand.

LA COMPLEXITÉ AFGHANE

Comment décrire le milieu dans lequel la FIAS mène sa délicate mission, sans le simplifier à l'excès ? L'Afghanistan est d'abord un pays frontière, carrefour d'influences asiatiques, indiennes et persanes, pour ne citer que les principales. Les frontières sont très instables et difficiles à contrôler, d'autant que le milieu est naturellement impénétrable. C'est un pays d'une insolente beauté, fragmenté et cloisonné, où les coutumes tribales sont profondément ancrées dans la vie de la population et auxquelles se rattache un islam très archaïque, omniprésent.



Carrefour historique de civilisations, sa géographie a façonné une culture ambivalente, à la fois raffinée et fruste, toujours rude. C'est encore un pays de coutumes tribales – dès qu'on s'éloigne de Kaboul – où la conscience d'appartenir à une Nation, même si elle progresse, est faible. Enfin, c'est un pays de résistance, prin-

cipalement du fait de la communauté pachtoune majoritaire, très hostile à toute présence étrangère, les autres communautés étant plus accommodantes de ce point de vue. S'il fallait résumer d'un trait, je serais tenté de le définir par deux termes, obscurantisme et fatalisme.

La société afghane sort profondément traumatisée de plus de 30 années de conflits internes, d'une guerre souvent meurtrière, aveugle, et dont les finalités sont foncièrement incompréhensibles pour l'immense majorité de la population. Les séquelles de ces combats incessants en sont une absence quasi totale de classe moyenne, handicap considérable qui ne pourra être corrigé, au mieux, qu'à l'échelle d'une génération.

C'est finalement une société encore foncièrement tribale où cet écran joue son rôle tutélaire et s'oppose hardiment à la modernisation du pays. Cela contribue à maintenir l'Afghanistan parmi les pays les plus pauvres qui soient, même s'il dispose de ressources potentielles, hélas encore difficilement exploitables. La géographie physique y est aussi pour quelque chose : il ne faut pas sous-estimer les lourds investissements requis, notamment dans le domaine du génie civil, investissements que les amplitudes thermiques entre l'hiver et l'été rendent hautement aléatoires. Les infrastructures de transport sont encore sommaires et notoirement insuffisantes ; elles ne satisfont pas au besoin de développement du pays.

DES PROGRÈS INDÉNIABLES

Aujourd'hui, cette société afghane est bouleversée par les progrès accomplis à marche forcée, au cours de la dernière décennie. Elle doit s'approprier cette irruption soudaine de la modernité et ce n'est pas un maigre défi. En 2001, il n'y avait qu'environ 50 000 garçons allant à l'école ou à l'université. En 2012, ce sont

près de 9 millions d'élèves, dont plus de 3 millions de filles et de jeunes filles, qui fréquentent les établissements scolaires et universitaires. Le développement de la téléphonie mobile a été lui aussi particulièrement spectaculaire : de rien il y a 10 ans, à près de 20 millions de détenteurs – dont 18% de femmes, ce qui peut apparaître insuffisant, alors que cela paraît incroyable aux Afghans eux-mêmes – se couplant à une couverture quasi complète des zones habitées, la 3G étant effective à Kaboul depuis l'été 2012. Cette modernité est un vrai choc culturel qui doit maintenant être accepté. On ne peut d'ailleurs exclure, à moyen terme, un clash de génération entre les « anciens » encore illettrés pour nombre d'entre eux, exerçant une vraie autorité notamment dans les zones rurales et cette jeune génération éduquée et moderne qui, inéluctablement, prendra un jour le pouvoir ; cela ne se fera pas sans douleur. Cette société est donc sous forte tension et on ne peut la secouer continûment en lui demandant de se moderniser à un rythme qui n'est pas le sien. Le temps est venu de marquer une pause, avant que ce pays ne puisse reprendre sa marche en avant, à une allure plus respectueuse des traits dominants de la société afghane.

L'Afghanistan est encore un pays convalescent souffrant de multiples maux – la corruption généralisée et le trafic de drogue n'en étant pas les moindres –, mais c'est aussi un État en devenir avec une démographie puissante. C'est un pays dynamique et inventif, fier de son identité, conscient d'appartenir à une civilisation ancienne et prestigieuse, fort d'une jeunesse qui s'avère courageuse et capable.

Au plan politique, les institutions sont fragiles, mais guère plus que celles des pays limitrophes... On observe d'ailleurs une impulsion démocratique réelle – servie par cette tradition ancienne des « *shuras* » et des « *Loya Jirga* » où un consensus se dégage lentement par le dialogue et l'échange – qui se traduit par l'interpellation fréquente des membres du gouvernement, voire leur mise en minorité. Les parlementaires ont pris conscience du pouvoir que leur confèrent les institutions et entendent clairement les exercer. Il faudra bien apprécier ces nouvelles dispositions lors de la préparation des élections présidentielles de 2014 et leur contrôle.

Au plan sécuritaire, les progrès réalisés par les forces de sécurité nationales afghanes (ANSF) sont indéniables. Si les insurgés sont résilients et réussissent à se régénérer partiellement, année après année, en puisant dans une jeunesse endoctrinée au sein des *madrasas* au Pakistan, les pertes subies en 2012 les ont fortement affaiblis. L'insurrection est de plus en plus repoussée à l'écart des grands centres urbains – où elle est traquée sans répit – et isolée dans des



© Eurocops

poches de résistance. Par ailleurs, l'action menée contre les réseaux financiers, ainsi que contre les réseaux issus de la drogue, porte graduellement ses effets. On estime que l'insurrection a perdu en 2012 environ 50 % de ses revenus et qu'elle éprouve de réelles difficultés à reconstituer ses ressources. Il est clair, en outre, que la cloison est très poreuse entre réseaux criminels, mafieux et insurrectionnels, ce qui demandera un effort politique soutenu dans la durée pour en venir à bout. Les ANSF sont en progrès, je le mentionnais, et leurs progrès sont réels. Les chiffres ne suffisent pas à en témoigner, mais il faut les rappeler : quelque 350 000 membres des ANSF recrutés, formés et équipés d'ici l'été 2013, auxquels s'ajouteront à cette date près de 25 000 membres de la police locale afghane (ALP) (qui atteindra 30 000 hommes fin 2014 avec une perspective de 45 000 à plus long terme), sans oublier le personnel des compagnies privées de sécurité (les APPF), au total plus de 400 000 hommes en armes. Rien ne permet de penser que ces forces ne seront pas capables de faire face à l'insurrection ; c'est l'enseignement principal de la campagne 2012 où, partout, les ANSF ont affronté l'adversaire avec courage et succès.

LES AFGHANS PRENNENT LEUR DESTIN EN MAIN

La transition et le transfert des tâches sont maintenant au cœur des préoccupations de la FIAS et forment ensemble, avec le redéploiement des forces, le grand

défi de la Coalition pour 2013 et 2014. La transition sécuritaire est bien lancée. Elle sera accélérée par la décision politique commune afghane et américaine au mois de mai/juin 2013, coïncidant avec l'annonce du « Milestone 2013 ». Le développement et la gouvernance restent quant à eux des objectifs du long terme qui ne progressent que très lentement et pas du tout au même rythme que la situation sécuritaire. La transition politique sera, quant à elle, beaucoup plus délicate et complexe. Les élections de 2014, qui verront une nouvelle administration succéder à l'actuelle administration Karzaï, seront décisives en la matière et permettront ou non de bâtir un meilleur futur. L'unité du pays est cruciale et trouver un candidat qui rassemble ne sera pas une tâche aisée. Il faut s'attendre à des soubresauts imprévisibles. Aussi imparfait que soit le processus électoral, il ne sera bienvenu que s'il permet de garantir la stabilité.

Il n'y pas d'alternative au processus de réintégration et, surtout, de réconciliation. Ce processus doit être relancé et il doit l'être maintenant et par les Afghans eux-mêmes, avant que la perspective des élections ne gèle toute ouverture. L'Afghanistan a été fortement soutenu durant ces onze dernières années ; il le sera encore pour les deux ans qui viennent. Ensuite ce pays, comme beaucoup d'autres dans cette partie du monde, devra prendre à bras le corps les problèmes endémiques qui l'affectent : insurrection, corruption, criminalité et faible gouvernance. C'est bien à l'échelle d'une génération qu'il faudra en mesurer les progrès.

DES FORCES SPÉCIALES DÉCISIVES

Côté FIAS, la nécessité de disposer d'une structure de commandement souple et réactive, d'un dispositif de renseignement très performant et d'une capacité d'appréciation fiable constitue plus que jamais le fondement de la réussite d'une telle opération rendue complexe par sa durée, le nombre d'acteurs et l'environnement décrit supra. Le théâtre afghan aura par ailleurs démontré le virage stratégique pris par les forces spéciales dans un combat de type contre-insurrectionnel, en disposant de moyens d'acquisition et d'action en propre, couplés à un processus de ciblage précisément hiérarchisé, agissant sur l'ensemble du théâtre, avec un tempo très élevé. Les outils et les procédures sont bien rodés ; le travail de planification est intégré au niveau du théâtre ; le contrôle se fait en temps réel ; l'efficacité est au rendez-vous. La FIAS a optimisé l'emploi des forces spéciales, en en démultipliant les effets, ce qui a permis d'inverser le cours de la campagne et d'acculer l'insurrection dans ses retranchements. Les succès de la campagne 2012 – surtout à partir de la fin du printemps – leur sont grandement redevables.

UNE CONVALESCENCE FRAGILE ET SOUS SURVEILLANCE

38

Au moment de conclure, je souhaite porter hommage aux soldats et civils de la Coalition qui ont œuvré avec une rare intelligence de situation et une énergie constante, afin d'aider l'un des pays les plus pauvres au monde à sortir de la période la plus noire de son histoire. Je n'imagine pas une seconde que les talibans puissent, d'une façon ou d'une autre, reprendre le contrôle de ce pays. Je n'imagine pas non plus que ce pays se divise selon les lignes de fracture habituelles entre ex-Alliance du Nord et Pachtouns. Cette période-là est révolue. L'Afghanistan aborde une phase de convalescence ; elle sera longue et demandera encore une grande attention. Se dessine devant nous une période de plusieurs décennies au cours de laquelle il faut mettre l'accent sur la gouvernance et réduire progressivement la dépendance à la communauté internationale, en conditionnant l'aide à des progrès effectivement réalisés.

□

Mots clés : Afghanistan – FIAS – COMEC